

Les expulsions de citoyens et citoyennes européens. Un phénomène qui nous alarme, et nous mobilise. Carte blanche

Entre 2010 et 2013, 5913 ressortissants d'un état membre de l'Union européenne ont reçu un ordre de quitter le territoire du Royaume. Rien qu'en 2013, l'Office belge des étrangers a mis fin au séjour de 2712 Européens. Un chiffre à la hausse par rapport à l'année qui précède et qui laisse présager une même tendance pour 2014.

Dans un premier temps, il s'agissait surtout de bénéficiaires du CPAS (revenu d'intégration) qui entraient dans le collimateur de l'Office des étrangers. Puis ce fut le tour de chômeurs. Plus précisément, bénéficiaires d'une allocation de chômage ayant travaillé moins de 12 mois en Belgique. Depuis 2013, l'ordre de plier bagage concerne également des travailleuses et des travailleurs européens (oui, travailleuses et travailleurs) employés à temps plein. Ces sont des Espagnols, des Français, des Italiens, des Hollandais, ainsi que des Roumains ou des Bulgares, qui avaient déniché un emploi (oui, un emploi) dans le cadre de l'article 60 de la loi du 8 juillet 1976.

Dans tous les cas, le prétexte serait que ces citoyens européens représentent une "charge déraisonnable" pour notre sécurité sociale, et donc pour le budget de l'état; la justification que ces gens-là viennent faire du tourisme social en temps de crise, alors que tous les moyens sont bons pour se serrer la ceinture; et l'alibi serait que ce sont les règles européennes qui sont d'application. Voilà que le théorème est finalement bouclé : "c'est l'Europe qui nous le demande".

Cette attitude est tout simplement injustifiable et inacceptable : éthiquement, politiquement et juridiquement.

Elle est inacceptable sur le plan éthique, non seulement parce que cela vient d'un pays qui était d'émigration jusqu'à la Première Guerre Mondiale. Mais surtout parce que si ce pays est aujourd'hui globalement et avant tout d'accueil, ceci est une des conséquences principales des politiques d'immigration qui ont permis le développement industriel du pays. Les fameuses affiches roses de la Fédération du charbonnage, qui faisaient l'éloge de la sécurité sociale belge pour attirer les travailleurs italiens et marocains, n'étaient pas au bout du compte une forme de tourisme social pratiqué à l'inverse?

Sur le plan politique, parce que malgré tous les discours populistes et xénophobes, les analystes sociaux de toute origine et provenance, y comprise la Commission européenne, ont largement prouvé que les migrations ne constituent finalement une menace qu'à l'équilibre budgétaire des pays d'origine des migrants. La cause principale des flux migratoires intra-européens étant de nature économique, les chiffres montrent que les migrants se déplacent à la recherche d'un emploi, et que généralement et malgré la crise, ils arrivent à en décrocher un. En tout cas, la population étrangère dans son ensemble apporte globalement aux caisses de l'État plus de ce qu'elle en obtient sous forme d'aides et de subsides.

Sur le plan juridique, le comportement de l'État belge s'appuie sur une interprétation à la carte des lois européennes. Depuis déjà les années '60, les conditions d'exercice du droit à la libre circulation sont codifiées par des dispositifs législatifs européens pas toujours très simples. Aujourd'hui deux pilastres régissent le système: la Directive 2004/38 et le Règlement 883/2004.

La Directive 2004/38, qui a rassemblé dans un seul texte le corpus législatif complexe existant dans ce domaine, définit un certain nombre de règles auxquelles tous les pays sont obligés d'obéir en matière de droit au séjour. Citons-en simplement quelques-unes :

- > Tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner sur le territoire d'un autre État membre pendant une période allant jusqu'à trois mois, sans autres conditions ou formalités que l'obligation d'être en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport valable (art. 5.1)
- > Tout travailleur citoyen de l'Union, salarié ou indépendant, a le droit de résider sans autre condition que celle d'être un "travailleur" au sens de l'interprétation de la Cour de Justice de l'Union européenne (7.1)

- > Les citoyens de l'Union conservent le statut de travailleur, salarié ou non salarié, même s'ils se trouvent en chômage involontaire après 12 mois de travail et s'ils se sont fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi (7.3)
- > Les autres personnes n'exerçant pas d'activité économique doivent également disposer de "ressources suffisantes" et d'une assurance maladie complète pour elles-mêmes et pour leur famille, afin de ne pas devenir une "charge déraisonnable" pour le système d'assistance sociale et pour le système de soins de santé du pays d'accueil (14.1).
- > Dans certains cas spécifiques, et lorsqu'il est permis de douter qu'un citoyen de l'Union remplisse les conditions de séjour, le pays d'accueil peut vérifier si c'est effectivement le cas. Cette vérification ne peut en tout cas être "systématique" (14.2)
- > Tout citoyen de l'Union qui cherche un emploi ne peut être éloigné tant qu'il est en mesure de faire la preuve qu'il continue à chercher un emploi et qu'il a des chances réelles d'être engagé (14.4)
- > Tout citoyen de l'Union a le droit de bénéficier des prestations d'assistance sociale au même titre que les ressortissants du pays d'accueil (24). Le recours au système d'assistance sociale n'entraîne pas automatiquement une mesure d'éloignement (14.3)
- > Après une période de cinq ans, tout citoyen de l'Union ayant séjourné légalement sur le territoire d'un autre État membre acquièrent le droit de séjour permanent, sans conditions (16.1)
- > Tout citoyen de l'Union qui séjourne sur le territoire d'un autre État membre bénéficie de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'État d'accueil. Ce bénéfice s'étend aux membres de la famille, même s'ils n'ont pas la nationalité d'un État membre (24).

Le Règlement 883/2004 a réuni et précisé à son tour les normes et les principes déjà mis en œuvre dans les années '60 et '70, ainsi que les quelques 500 arrêts de la Cour de Justice européenne, devant garantir les droits à la sécurité sociale aux personnes qui se déplacent d'un État membre à un autre. Basé sur un fondement d'égalité de traitement et de non discrimination sur base de la nationalité (art. 4), ce règlement a confirmé entre autre le principe de "totalisation des périodes" (art. 6), grâce auquel, pour donner un exemple, si vous avez travaillé en France, en Italie et en Belgique, et dans ce dernier vous êtes tombés au chômage, au moment de calculer vos allocations ce pays est obligé - sans dérogation et sans restriction - à tenir compte de tous les périodes de travail que vous avez accompli, y compris dans les autres pays européens.

Revenons alors à ces inquiétants « touristes sociaux », que seraient les bénéficiaires du CPAS, les chômeurs et les travailleurs sous article 60.

En ce qui concerne les bénéficiaires du CPAS, leur éloignement ne peut en aucun cas être la conséquence automatique de leur recours au système d'assistance sociale (art. 14.3 de la Directive), le pays d'accueil étant obligé d'examiner si ce besoin d'assistance résulte de difficultés temporaires, en tenant compte de la durée du séjour, de la situation personnelle et du montant des prestations d'assistance sociale éventuellement octroyées (art. 8).

Passons maintenant aux chômeurs. Le 2 avril dernier, dans le cadre d'un débat parlementaire, la secrétaire d'État Maggie De Block a précisé que, s'appuyant sur la Directive, l'Office des Étrangers a effectivement récolté des données à caractère personnel relatives aux citoyens de l'Union européenne "qui sont au chômage pendant six mois consécutifs et qui ont travaillé pendant moins de douze mois avant cette période de chômage". Or, l'allocation de chômage n'est pas de l'aide sociale. Tout au contraire, elle est fondée sur un système assurantiel, c'est-à-dire un système de protection sociale dans lequel les individus cotisent proportionnellement à leur revenu et reçoivent des prestations proportionnelles à leur cotisation. L'expulsion du territoire de ces personnes est une décision qui s'inspire d'une interprétation minimaliste de la Directive sur la libre circulation, ce qui est au moins étonnant de la part d'un des pays fondateurs de l'Union européenne actuelle.

Mais ce n'est pas tout. Tout le monde le sait, en Belgique on n'a pas facilement accès au chômage sur base de moins de douze mois de travail. Si c'est le cas, c'est que le travailleur (ou la travailleuse) a probablement cotisé dans un autre pays de l'Union européenne. Ces expulsions privent le travailleur, citoyen européen, non seulement de son droit de séjours, mais également de son droit à la "totalisation" de ses périodes de travail, l'expulsion comportant de facto l'interruption de l'histoire contributive de la personne et par conséquence la perte de ses droits assurantiels, qu'elle ne pourra jamais récupérer dans son pays d'origine, ni ailleurs.

Imaginons le cas d'un ressortissant italien (ou français ou roumain, peu importe) qui a travaillé 5 ans dans l'état membre A et 5 ans dans l'état membre B, avant de venir finalement s'installer en Belgique. Ici il trouve un emploi, mais son usine ferme les portes seulement 8 mois après. Sur base du règlement européen 883/2004, il remplirait toutes les conditions pour pouvoir bénéficier des allocations de chômage, en totalisant ces 8 mois de travail en Belgique avec ses périodes accomplies dans les autres états membres. Sur base par contre de la directive 2004/38, il est expulsé six mois après. Voilà qu'avec ses 10 ans et 8 mois de travail ininterrompu il se retrouve sans emploi et sans allocations. Et pourtant, on devrait lui appliquer les mêmes bénéfices et les mêmes obligations que les ressortissants belges. Voilà donc qu'en utilisant une fenêtre ouverte par une directive, l'État belge entre en route de collision avec un règlement européen qui, contrairement à une directive, est obligatoire tel quel dès sa publication¹.

Tout cela, est-il légal compte tenu des lois européennes? Et surtout, est-il légitime sur le plan politique et éthique?

Et terminons, pour ainsi dire, avec les expulsions des travailleurs, véritable cerise sur le gâteau de cette nouvelle chasse aux "touristes sociaux". En retirant le droit de séjour à des Européens employés à temps plein, l'Etat fédéral se justifie en prétextant du caractère subsidié des emplois "Article 60". Toujours selon la secrétaire d'État, "ces emplois subsidiés, créés dans un but de réinsertion, ne peuvent être assimilés à des activités économiques réelles et effectives permettant à ce seul titre de se voir reconnaître la qualité de travailleur salarié". Comme l'a dit très clairement la présidente du CPAS de Schaerbeek, Dominique Decoux, ce raisonnement est pour le moins étrange, erroné, et choquant : "Il reflète une vision de la société qui, implicitement, hiérarchise les personnes et leurs activités en fonction de leur statut administratif et de leur plus ou moins grande utilité supposée". Selon l'Office des étrangers, un travailleur engagé dans un emploi subsidié ne pourrait être reconnu comme un travailleur salarié. Cette remise en question de la qualité de travailleur salarié à la seule raison de l'origine publique des rémunérations est parfaitement contestable au vu de la jurisprudence de la Cours de justice de l'UE. De plus, elle contredit très clairement la loi organique des CPAS de 1976. Le SPP Intégration sociale explique d'ailleurs lui-même sur son site que le contrat de travail Article 60 est "un contrat de travail salarié classique"... Et le papier que l'on signe avec le CPAS est bel et bien un contrat de "travail" dont un des signataires y apparaît justement en tant que "travailleur".

Ensuite, un emploi subsidié à finalité de réinsertion, comme c'est les cas d'un Article 60, ne pourrait être considéré comme une activité économique réelle ? Comme beaucoup d'autres pays européens, la Belgique a mis en place, depuis le début des années 80, toute une pléthore de plans d'aide à l'emploi, tels qu'Activa, Rosetta, PTP, ACS... Pourquoi l'État continue-t-il à financer ces mesures s'il considère qu'elles sont sans valeur économique ? Plus concrètement, si un travailleur Article 60 employé dans un hôpital, dans une école de cirque ou dans un autre service à la population n'exerce pas une activité économique réelle et effective, doit-on penser la même chose de tous les travailleurs du social, de la culture, de l'enseignement ?

Le droit à la libre circulation est l'un des avantages de l'Union européenne les plus visibles et les plus appréciables pour le citoyen individuel. Près de 13 millions de personnes ont exercé ce droit et vivent aujourd'hui dans un autre pays de l'UE.

¹ Dans le droit de l'Union européenne une directive nécessite, pour être applicable, une loi nationale de transposition. Un règlement, au contraire, est directement obligatoire et ne peut que s'appliquer immédiatement, de manière complète et totale.

Aucun pays n'échappe à ce phénomène. Et même ceux et celles qui comme nous vivent aujourd'hui dans un pays qui est globalement et avant tout d'immigration, ont malgré tout conservé une certaine tendance à plier bagages à un moment donné. Le nombre de citoyens belges vivant à l'étranger, par exemple, est passé d'un peu moins de 300.000 à plus de 380.000 en dix ans (+25%), selon les chiffres des Affaires étrangères. En croisant ces chiffres avec les statistiques de l'ONU et des pays de destination, le nombre de belges vivants régulièrement à l'étranger peut-être estimé à plus de 500.000. La France est leur destination préférée, suivie par les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg et la Suisse. Quant à l'Italie, l'Espagne et le Portugal, il s'agit souvent de Belges pensionnés qui vont habiter dans ces pays.

Allez, que chacun rentre dans son pays. Tout cela nous inquiète. Pire, nous alarme. Il s'agit carrément d'une attaque frontale au projet d'intégration européenne par un des ses propres fondateurs, et qu'à défaut d'une réaction vigoureuse et immédiate pourrait un jour facilement se reproduire dans d'autres États membres. Les expulsions des Afghans nous avaient déjà indignés et mobilisés. Le terme "expulsion" associé aujourd'hui au destin d'un citoyen (ou d'une citoyenne) européen nous fait brutalement peur. C'est quelque chose de terriblement proche, qui pourrait arriver à chacun d'entre nous. À celles et à ceux qui ont déjà exercé leur droit de se déplacer librement dans l'espace européen, qui sont sur le point de le faire, ou qui ont un enfant qui certainement le fera : en tant qu'étudiant, précaire, chômeur, travailleur, retraité, ou tout simplement motivé par le désir d'aller exploiter celles qui jusqu'à hier étaient les possibilités que la citoyenneté européenne semblait offrir. Et tout cela à la veille d'un rendez-vous électoral qui se profile comme l'un des plus intéressants de l'histoire de l'Union européenne. Ah, et de la Belgique aussi !

Carlo CALDARINI, sociologue, directeur de l'Observatoire des politiques sociales en Europe de l'Inca-Cgil, Bruxelles; Marco MARTINIELLO, professeur et directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations à l'Université de Liège, professeur visiteur au College of Europe de Natolin, Varsovie ; Michel HUYSEUNE, professeur de sciences politiques, Vesalius College, Vrije Universiteit Brussel; Jean-François TAMELLINI, secrétaire fédéral de la FGTB; Stefano GIUBBONI, professeur de droit du travail, Università di Perugia; Edith PICHLER, professeure de sociologie des migrations, Universität Potsdam; Sonia MCKAY, professeure d'études socio-juridiques européennes au Working Lives Research Institute, London Metropolitan University; Laurent VOGEL, juriste, chercheur senior à l'Etui, Institut syndical européen; Albert MARTENS, professeur honoraire à la KU Leuven, Faculteit Sociale Wetenschappen; Anne MORELLI, historienne et professeure honoraire à l'Université Libre de Bruxelles; BRUXELLES LAÏQUE; Pierre GALAND, président de la Fédération Humaniste Européenne; Morena PICCININI, présidente de l'INCA CGIL; Andrea REA, professeur de sociologie à l'ULB et coordinateur du Centre de recherche sur les migrations, l'asile et le multiculturalisme

contacts:

Carlo Caldarini

Inca Cgil - Observatoire des politiques sociales en Europe

www.osservatorioinca.org

c.caldarini@osservatorioinca.org

Uitzettingen van EU-burgers. Een fenomeen dat ons alarmeert, en mobiliseert. Open brief

Tussen 2010 en 2013 kregen 5913 onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie het bevel het Belgische grondgebied te verlaten. Enkel in 2013 stelde de Dienst Vreemdelingenzaken een einde aan het verblijf van 2712 Europeanen. Een cijfer dat steeg ten opzichte van het voorafgaande jaar en dat ook voor 2014 eenzelfde trend doet verwachten.

Aanvankelijk raakten voornamelijk burgers die een leefloon van het OCMW genoten in het vizier van Vreemdelingenzaken. Daarna was het de beurt aan de werklozen. Meer bepaald aan diegenen die een werkloosheidsuitkering ontvingen maar minder dan twaalf maanden in België gewerkt hadden. Sinds 2013 krijgen ook Europese werknemers (inderdaad, werknemers) die voltijds tewerkgesteld zijn het bevel hun koffers te pakken. Het gaat om Spanjaarden, Fransen, Italianen, Nederlanders, maar evengoed om Roemenen en Bulgaren die een job (ja, een job) verkregen in het kader van Artikel 60 van de wet van 8 juli 1976.

Het voorwendsel voor uitwijzing is in alle gevallen de “onredelijke belasting” die deze EU-burgers voor onze sociale zekerheid, en dus ook voor de staatsbegroting, zouden vormen. In tijden van crisis zijn alle middelen goed om de broeksriem aan te halen, nietwaar?, en dus moet er komaf gemaakt worden met het “sociaal toerisme” van deze mensen. Om de stelling kracht bij te zetten, fungeert de Europese regelgeving als een welkome paraplu. “Het is op vraag van Europa”, klinkt het.

Deze attitude is gewoon onverantwoord en onaanvaardbaar op ethisch, politiek en juridisch vlak.

Onaanvaardbaar op ethisch vlak. Vergeten we niet te snel dat België tot aan de Eerste Wereldoorlog een land van emigratie was? Dat we vandaag in een land leven dat globaal gezien en voornamelijk een “gast”land is, is dat niet een van de belangrijkste consequenties van het naoorlogse immigratiebeleid? Een immigratiebeleid dat tussen haakjes ook de industriële ontwikkeling van België favoriseerde. Waren de beroemde roze affiches van de Belgische Steenkoolfederatie die de loftrumpet staken over de Belgische sociale zekerheid om Italiaanse en Marokkaanse werknemers aan te trekken, uiteindelijk ook geen vorm van sociaal toerisme in de andere richting?

Op politiek vlak kan een dergelijk optreden ook niet aanvaard worden. Alle populistische en xenofobische discours ten spijt, hebben sociale analisten van verschillende origine en herkomst, de Europese Commissie inbegrepen, ruimschoots aangetoond dat migratie uiteindelijk slechts een bedreiging vormt voor het begrotingsevenwicht van de landen waar de migranten vandaan komen. Het is gekend dat de belangrijkste oorzaak van de intra-Europese migratiestromen er een van economische aard is. Uit de cijfers blijkt dat migranten zich verplaatsen op zoek naar werk en dat ze er over het algemeen en ondanks de crisis in slagen een baan te pakken te krijgen. De buitenlandse bevolking als geheel brengt de staatskas zo meer op dan wat ze “consumeert” onder de vorm van steun en subsidies.

Op juridisch gebied beroept de Belgische staat zich op een “à la carte” interpretatie van de Europese wetten. Al sinds de jaren ‘60 zijn de voorwaarden voor het recht op vrij verkeer gecodificeerd door – niet altijd eenvoudige – Europese wetgevingen. Vandaag steunt het systeem op twee pijlers: Richtlijn 2004/38 en Verordening 883/2004.

Richtlijn 2004/38 brengt het complexe geheel van de bestaande wetgeving inzake vrij verkeer en verblijfsrecht samen in een enkele tekst. Ze definieert een aantal regels waaraan alle landen verplicht zijn te gehoorzamen. Om er enkele te noemen:

- > Iedere burger van de Unie heeft het recht op het grondgebied van een andere lidstaat te verblijven gedurende een periode van maximaal drie maanden en dit zonder andere voorwaarden of formaliteiten dan de verplichting in het bezit te zijn van een geldige identiteitskaart of een geldig paspoort (art. 5.1)
- > Iedere burger van de Unie die in het gastland werknemer of zelfstandige is, heeft het recht er

te verblijven zonder enige andere voorwaarde dan “werknemer” te zijn zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie van de Europese Unie (7.1)

- > Een burger van de Unie behoudt zijn status van werknemer of zelfstandige, zelfs als hij zich, na ten minste één jaar te hebben gewerkt, in onvrijwillige werkloosheid bevindt en als werkzoekende is ingeschreven bij de bevoegde dienst voor arbeidsvoorziening (7.3)
- > Personen die geen economische activiteit uitoefenen moeten beschikken over “voldoende bestaansmiddelen” en over een volledige ziektekostenverzekering voor zichzelf en voor hun familieleden om te voorkomen dat ze een “onredelijke belasting” worden voor het sociale bijstandssysteem van het gastland (14.1)
- > In specifieke gevallen en wanneer er redelijke twijfel is over de vraag of een burger van de Unie voldoet aan de voorwaarden van het verblijf, kan het gastland verifiëren of dit inderdaad het geval is. Deze verificatie geschiedt evenwel niet “stelselmatig” (14.2)
- > Iedere burger van de Unie die werk zoekt, kan niet verwijderd worden zolang hij kan aantonen dat hij nog steeds werk zoekt en een reële kans maakt te worden aangesteld (14.4)
- > Iedere burger van de Unie heeft het recht om te profiteren van een bijstandsuitkering op dezelfde basis als de onderdanen van het gastland (24). Een beroep op het sociale bijstandsstelsel leidt niet automatisch tot een verwijderingsmaatregel (14.3)
- > Iedere burger van de Unie die gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar legaal op het grondgebied van een andere lidstaat heeft verbleven, heeft daar een duurzaam verblijfsrecht zonder voorwaarden (16.1)
- > Iedere burger van de Unie die op het grondgebied van een andere lidstaat verblijft, geniet dezelfde behandeling als de onderdanen van het gastland. Dit recht geldt ook voor familieleden, ook al bezitten zij niet de nationaliteit van een lidstaat (24)

Verordening 883/2004 bundelt en verduidelijkt op haar beurt de normen en beginselen die al in de jaren '60 en '70 vastgelegd werden. Ook een 500-tal arresten van het Europese Hof van Justitie die het recht op sociale zekerheid waarborgen voor personen die zich van een lidstaat naar een andere begeven, zijn erin opgenomen. Gebaseerd op het principe van gelijke behandeling en non-discriminatie op grond van nationaliteit (art. 4), legt de Verordening onder andere het principe van de “samenstelling van tijdvakken” vast (art. 6). Een voorbeeld ter verduidelijking. Je hebt in Frankrijk, Italië en België gewerkt en in dat laatste land ben je werkloos geworden. Bij de berekening van je uitkering is dat land (België dus) verplicht – zonder uitzondering en zonder beperking – rekening te houden met alle periodes waarin je gewerkt hebt, met inbegrip van de periodes in de andere Europese landen.

Laten we terugkeren naar die onrustbarende “sociale toeristen” oftewel de burgers die een leefloon van het OCMW genieten, de werklozen en de werknemers in het kader van Artikel 60.

Zoals te lezen staat in artikel 14.3 van de Richtlijn kunnen begunstigden van het OCMW in geen geval de deur gewezen worden enkel en alleen omdat zij een beroep doen op het sociale bijstandsstelsel. Het gastland is immers verplicht te onderzoeken of de bijstand het gevolg is van tijdelijke problemen. Hierbij dient er rekening te worden gehouden met de duur van het verblijf, de persoonlijke omstandigheden en het bedrag van de sociale bijstand die eventueel wordt uitgekeerd (art. 8).

De werklozen dan. Op 2 april jongstleden bevestigde staatssecretaris Maggie De Block tijdens een parlementair debat dat Vreemdelingenzaken effectief persoonsgegevens verzamelt van EU-burgers “die gedurende zes opeenvolgende maanden werkloos zijn en die minder dan twaalf maanden gewerkt hebben voor deze werkloosheidsperiode” en dit op basis van de hiervoor genoemde Richtlijn. Een werkloosheidsuitkering is echter geen sociale bijstand. Integendeel, de uitkering is gebaseerd op een zekerheidssysteem, met andere woorden een systeem van sociale bescherming waarin personen bijdragen betalen in verhouding tot hun inkomen en uitkeringen ontvangen die evenredig zijn aan die bijdrage. De uitwijzing van deze mensen wordt beslist op

basis van een minimalistische interpretatie van de Richtlijn inzake vrij verkeer van personen. Is dat geen verbazingwekkende praktijk van een van de stichtende landen van de huidige Europese Unie?

Maar er is meer. Iedereen weet dat het in België niet vanzelfsprekend is recht te hebben op een werkloosheidsuitkering op basis van minder dan twaalf maanden werk. Als de uitkering toegekend wordt, heeft de werknemer (of werknemster) waarschijnlijk al in een ander land van de Europese Unie bijdragen betaald. De uitzettingen ontnemen de werknemer en Europees burger niet alleen zijn verblijfsrecht, maar ook het recht op de “samenstelling” van de tijdvakken van arbeid. Uitzetting betekent de facto een onderbreking van de bijdragegeschiedenis van de persoon en bijgevolg het verlies van het recht op bijstand. Dit recht zal hij/zij overigens nooit meer kunnen recupereren, niet in zijn/haar land van herkomst noch elders.

Nemen we het volgende voorbeeld als illustratie: een Italiaans staatsburger (of Frans of Roemeens, dat maakt niet uit) heeft vijf jaar in lidstaat A en vijf jaar in lidstaat B gewerkt voordat hij zich definitief in België vestigt. Daar vindt hij een job, maar zijn fabriek sluit de deuren na slechts acht maanden. Op basis van de Europese Verordening 883/2004 voldoet hij aan alle voorwaarden om in aanmerking te komen voor een werkloosheidsuitkering door het samentellen van de acht maanden werk in België met de werkperiodes die hij in andere lidstaten vervulde. Op basis van Richtlijn 2004/38 wordt hij echter na zes maanden zonder job uitgewezen. En zo eindigt hij ondanks tien jaar en acht maanden onafgebroken werken, werk- en uitkeringsloos. Nochtans zouden voor hem dezelfde voordelen en verplichtingen als voor Belgische onderdanen moeten gelden. De Belgische staat maakt gebruik van het open venster dat de Richtlijn biedt en komt zo in conflict met de Verordening die daar “hiërarchisch boven” staat.

Binnen het recht van de Europese Unie is een verordening verbindend in al haar onderdelen vanaf het moment dat ze gepubliceerd wordt. In tegenstelling tot een richtlijn, is een verordening rechtstreeks toepasselijk, dat wil zeggen dat ze niet eerst in het nationale recht moet opgenomen worden. Net om die reden kan ze dan ook alleen toegepast worden in een volledige en complete interpretatie. Een richtlijn moet echter wel eerst door de lidstaten in nationale wetgeving omgezet zijn.

Is dit allemaal legaal in het kader van de Europese wetgeving? En vooral, is het gerechtvaardigd op politiek en ethisch plan?

Tot slot, de uitzettingen van werknemers. In de jacht op “sociale toeristen” de échte kers op de taart. Het ontnemen van het verblijfsrecht aan Europeanen die voltijds tewerkgesteld zijn, rechtvaardigt de federale regering met het gesubsidieerde karakter van “Artikel 60”-jobs. Volgens staatssecretaris De Block “worden deze jobs gesubsidieerd met het oog op re-integratie. Ze kunnen bijgevolg niet beschouwd worden als reële en daadwerkelijke economische activiteiten waaruit de status van werknemer voortvloeit”. Zoals de voorzitter van het OCMW van Schaarbeek, Dominique Decoux, scherp stelde, is deze redenering op zijn minst vreemd, verkeerd en schokkend: “ze reflecteert een maatschappijbeeld dat, impliciet, mensen en hun activiteiten hiërarchisch rangschikt volgens hun administratieve status en hun veronderstelde nut.” Volgens Vreemdelingenzaken zou iemand die wordt aangenomen met een gesubsidieerd contract van de staat dus niet erkend worden als een werknemer. Deze stelling is uiterst betwistbaar in het licht van de jurisprudentie van het Hof van Justitie van de Europese Unie. Bovendien is ze duidelijk in strijd met de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's. POD Maatschappelijke Integratie verduidelijkt op haar website overigens dat de arbeidsovereenkomst Artikel 60 “een klassieke arbeidsovereenkomst” is ... En het document dat met het OCMW ondertekend wordt, is inderdaad een “arbeids”contract waarop een van de ondertekenaars als “werknemer” aangeduid wordt.

Een gesubsidieerde baan met re-integratie als doel, zoals in het geval van Artikel 60, kan dus niet beschouwd worden als een reële economische activiteit? Net als vele andere Europese landen heeft België sinds de vroege jaren '80 een rist aan banenplannen in het leven geroepen zoals Activa, Rosetta, doorstromingsprogramma's, GESCO's, ... Waarom blijft de staat deze maatregelen financieren als deze geen economische waarde zouden hebben? Concreet, als een werknemer die

met contract Artikel 60 wordt aangenomen in een ziekenhuis, een circusschool of een andere openbare dienst geen reële en daadwerkelijke economische activiteit uitoefent, moeten we dan hetzelfde denken van alle werknemers in het sociaal-culturele veld en in het onderwijs?

Het recht op vrij verkeer is een van de meest evidente en significante EU-voordelen voor de individuele burger. Bijna 13 miljoen mensen hebben van dit recht gebruik gemaakt en wonen momenteel in een ander EU-land.

Geen enkel land ontsnapt aan dit fenomeen. En zelfs diegenen die – net als wij – in een land leven dat globaal gezien en voornamelijk een immigratieland is, behouden de begeerte op een gegeven moment nieuwe horizonten te verkennen. Het aantal Belgische burgers dat in het buitenland resideert, steeg van bijna 300.000 tot meer dan 380.000 in tien jaar tijd (25%), zo illustreren de cijfers van Buitenlandse Zaken. Als we deze cijfers combineren met de VN-statistieken en die van de landen van bestemming, kan het aantal Belgen dat regelmatig in het buitenland verblijft op meer dan 500.000 geschat worden. Frankrijk is de favoriete bestemming, gevolgd door Nederland, Duitsland, het Verenigd Koninkrijk, Luxemburg en Zwitserland. Italië, Spanje en Portugal zijn vooral geliefd bij gepensioneerden.

“Vooruit, iedereen terug naar eigen land.” Het verontrust ons allen. Sterker nog, het doet een alarmbel luiden. Het Europese integratiebeleid ligt onder het vuur van een van zijn eigen oprichters. Als we nu niet fel en acut reageren, kan deze politiek gauw en gemakkelijk overgenomen worden door andere lidstaten. We zijn al op straat gekomen om onze verontwaardiging over andere uitwijzingen te uiten. De uitbreiding naar uitzetting van Europese burgers maakt ons erg bang. Het zou ieder van ons kunnen overkomen. Iemand die al gebruik maakte van het recht op vrij verkeer binnen Europa, iemand die op het punt staat zich in een andere staat te vestigen of iemand die een kind heeft dat elders in Europa zijn geluk zal zoeken: als student, als stagiair, als werkloze, als werknemer, als gepensioneerde of gewoonweg ingegeven door het verlangen om de kansen te benutten die het Europese burgerschap gisteren nog leek te bieden. Dit alles aan de vooravond van de “Moeder van alle Verkiezingen”, een electoraal rendez-vous dat zich aankondigt als een van de meest interessante in de geschiedenis van de Europese Unie. Oh, en ook van België!

Carlo CALDARINI, socioloog, directeur van het Onderzoekscentrum Sociaal Beleid in Europa (Inca-Cgil), Brussel; Marco MARTINIELLO, professor en directeur van het Centre d'études de l'ethnicité et des migrations aan de Université de Liège, gastprofessor aan het College of Europe in Natolin, Warschau; Michel HUYSEUNE, hoogleraar politieke wetenschappen aan het Vesalius College, Vrije Universiteit Brussel; Jean-François TAMELLINI, federaal secretaris van het ABVV; Stefano GIUBBONI, professor arbeidsrecht aan de Università di Perugia; Edith PICHLER, professor migratiesociologie aan de Universität Potsdam; Sonia MCKAY, professor Europese sociaal-juridische studies aan het Working Lives Research Institute, London Metropolitan University; Laurent VOGEL, jurist, senior onderzoeker aan het ETUI, Europees Vakbondsinstituut; Albert MARTENS, ere-hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit Sociale Wetenschappen; Anne MORELLI, historica, ere-hoogleraar aan de Université Libre de Bruxelles; BRUXELLES LAÏQUE; Pierre GALAND, voorzitter van de European Humanist Federation; Morena PICCININI, voorzitter van INCA CGIL; Andrea REA, professor sociologie aan de Université Libre de Bruxelles en coördinator van het Centre de recherche “Migrations, Asile et Multiculturalisme”

Contacts:

Carlo CALDARINI
Inca Cgil – Onderzoekscentrum Sociaal Beleid in Europa
www.osservatorioinca.org
c.caldarini@osservatorioinca.org

(Dankjewel aan Sanne CALUWAERTS voor de vertaling)

Le espulsioni di cittadini e cittadine europee dal Belgio. Un fenomeno che ci allarma, e che ci mobilita. Lettera aperta

Tra il 2010 e il 2013, 5.913 cittadini di uno Stato membro dell'Unione europea hanno ricevuto un ordine di lasciare il territorio del Belgio. Solo nel 2013, il Belgio ha ritirato il permesso di soggiorno a 2.712 europei. Una cifra in aumento rispetto all'anno precedente, e che lascia presagire una tendenza analoga per il 2014.

In un primo momento, ad entrare nel mirino dell'Ufficio federale per gli stranieri erano per lo più beneficiari del cosiddetto *reddito d'integrazione*, una misura d'assistenza sociale destinata in Belgio a garantire un minimo vitale a chi non dispone di altri redditi. Poi è stata la volta dei *disoccupati*, più precisamente disoccupati che percepivano una prestazione di disoccupazione avendo lavorato in Belgio meno di 12 mesi. Dal 2013, l'ordine di lasciare il paese viene notificato anche a cittadini europei *lavoratori e lavoratrici* (sottolineiamo, lavoratori e lavoratrici) dipendenti a tempo pieno. Si tratta di cittadini rumeni, bulgari, italiani, spagnoli, ma anche olandesi, francesi e tedeschi, che avevano trovato un lavoro (sì, un lavoro) cosiddetto "articolo 60", ossia una forma d'impiego sussidiato dallo Stato, istituita dalla legge sull'assistenza sociale del 8 luglio 1976 per favorire la reinserzione di persone considerate difficilmente occupabili.

In tutti i casi, la scusa è che questi cittadini europei rappresenterebbero un "onere eccessivo" per il sistema di assistenza sociale, e quindi per il bilancio dello Stato; la giustificazione che queste persone vengono a fare turismo sociale in tempi di crisi, quando tutti i mezzi sono buoni per stringere la cinghia; e l'alibi sarebbe che si tratta in fondo di applicare le norme comunitarie. Ecco che il teorema è finalmente completato: *È l'Europa che ce lo chiede*.

Questo atteggiamento è semplicemente inaccettabile. Eticamente, politicamente e giuridicamente.

È inaccettabile eticamente, non solo perché vengono da un paese che era d'emigrazione fino alla prima guerra mondiale. Ma anche perché se oggi questo paese è globalmente e soprattutto "di accoglienza", questa è una delle principali conseguenze delle politiche di immigrazione che ne hanno permesso lo sviluppo industriale. I famosi manifesti rosa della Federazione belga delle industrie del carbone, che facevano l'elogio dello stato sociale belga per attrarre lavoratori italiani prima, e marocchini poi, non erano in ultima analisi una forma di shopping sociale praticata in senso inverso?

Politicamente, perché nonostante tutti i discorsi populistici e xenofobi, gli analisti sociali di qualsiasi origine e provenienza, inclusi quelli della Commissione europea, hanno ampiamente dimostrato che la migrazione è in definitiva una minaccia soprattutto per l'equilibrio finanziario dei paesi di origine dei migranti. La causa principale delle migrazioni è infatti di natura economica, e le cifre mostrano chiaramente come i migranti si muovano innanzitutto in cerca di lavoro, e che in generale, nonostante la crisi, riescono a trovarne uno. In ogni caso, la popolazione straniera nel suo complesso fornisce alle casse dello Stato più di quanto riceve sotto forma di aiuti e sussidi.

In termini giuridici, il comportamento dello Stato belga si basa su un'interpretazione opportunistica, e *à la carte*, delle leggi europee. Già dagli anni '60, le condizioni per l'esercizio del diritto alla libera circolazione sono codificate da dei dispositivi legislativi europei non di facile interpretazione. Oggi due pilastri principali disciplinano il sistema: la direttiva 2004/38 e il regolamento 883/2004.

La direttiva 2004/38, che ha riunito in un unico testo il complesso corpus normativo vigente in materia di libera circolazione e diritto al soggiorno, definisce una serie di regole che tutti i Paesi sono tenuti a rispettare. Per citarne soltanto alcuni:

- > Ogni cittadino dell'Unione ha il diritto di soggiornare nel territorio di un altro Stato membro per un periodo non superiore a tre mesi, senza alcuna condizione o formalità, salvo l'obbligo di essere in possesso di una carta identità o un passaporto valido (art. 5.1)
- > Ogni lavoratore cittadino dell'Unione, subordinato o autonomo, ha il diritto di soggiornare senza altra condizione che quella di essere appunto un "lavoratore" ai sensi dell'interpretazione

della Corte di giustizia dell'Unione europea (7.1)

- > I cittadini dell'Unione conservano la qualità di lavoratore, subordinato o autonomo, anche se sono involontariamente disoccupati dopo 12 mesi di lavoro e se sono registrati come persone in cerca di lavoro (7.3)
- > Le altre persone che non svolgono un'attività economica devono disporre di "risorse sufficienti" e avere un'assicurazione malattia, per se stessi e per la loro famiglia, in modo da non diventare un "onere eccessivo" per il sistema di assistenza sociale e sanitaria del paese ospitante (14.1)
- > In casi specifici, qualora vi sia un dubbio ragionevole che il cittadino dell'Unione non soddisfi le condizioni per il soggiorno, lo Stato membro d'accoglienza può effettuare una verifica in tal senso. Tuttavia tale verifica non può essere effettuata "sistematicamente" (14,2)
- > Un cittadino dell'Unione in cerca di lavoro non può essere allontanato finché è in grado di dimostrare che continua a cercare un lavoro e che ha possibilità di essere occupato (14.4)
- > Ogni cittadino dell'Unione ha il medesimo diritto di beneficiare delle prestazioni di assistenza sociale che i cittadini del paese ospitante (24). Il ricorso al sistema di assistenza sociale non comporta automaticamente l'espulsione (14.3)
- > Dopo cinque anni, ogni cittadino dell'Unione che abbia soggiornato legalmente nel territorio di un altro Stato membro ha il diritto di soggiorno permanente senza condizioni (16.1)
- > Ogni cittadino dell'Unione residente sul territorio di un altro Stato membro gode della parità di trattamento con i cittadini dello Stato ospitante. Questo beneficio si estende ai suoi familiari, anche se non sono cittadini di uno Stato membro (art. 24).

Il regolamento 883/2004, a sua volta, ha riunito e precisato le norme e i principi già in vigore negli anni sessanta e settanta, nonché le circa 500 sentenze della Corte di giustizia europea, allo scopo di garantire i diritti di previdenza sociale alle persone che si spostano da uno Stato membro all'altro. Basato su un fondamento di parità di trattamento e di non discriminazione in base alla nazionalità (art. 4), questo regolamento conferma tra gli altri il principio della "totalizzazione dei periodi" (art. 6), in virtù del quale, per fare un esempio, se si è lavorato in Francia, in Italia e in Belgio, e in quest'ultimo si resta disoccupati, al momento del calcolo delle prestazioni di disoccupazione questo paese è obbligato - senza eccezioni e senza restrizioni - a tener conto di tutti i periodi di lavoro, compresi quelli maturati negli altri paesi.

Torniamo dunque a questi inquietanti "turisti sociali" che sarebbero i beneficiari del reddito d'integrazione, i disoccupati e i lavoratori "articolo 60".

Per quanto riguarda i beneficiari del reddito d'integrazione, il ritiro del permesso di soggiorno non può in alcun caso essere la conseguenza automatica del loro ricorso all'assistenza sociale (art. 14.3 della direttiva). Il paese ospitante è tenuto infatti a valutare se questo derivi da difficoltà temporanee, tenuto conto della durata del soggiorno, della situazione personale e dell'importo delle prestazioni eventualmente concesse (art. 8).

Passiamo ora ai disoccupati. Il 2 aprile scorso, nell'ambito di un dibattito parlamentare, la Segretaria di Stato Maggie De Block, ministro tra l'altro delle migrazioni e dell'integrazione sociale, ha confermato che, appoggiandosi sulla Direttiva (art. 7.3), l'Ufficio federale per gli stranieri ha effettivamente raccolto dati personali relativi ai cittadini dell'Unione europea "che sono disoccupati da sei mesi consecutivi e che hanno lavorato per meno di dodici mesi prima di tale periodo di disoccupazione". C'è da dire innanzitutto che l'indennità di disoccupazione non è assistenza sociale. Non è una carità cui si accede in virtù della generosità dello Stato. Al contrario, si tratta di un sistema basato su principi assicurativi, vale a dire, un sistema di protezione sociale in cui gli individui contribuiscono in proporzione al loro reddito e ricevono benefici proporzionali ai loro contributi. L'espulsione di queste persone è una decisione che si basa su un'interpretazione quanto meno minimalista della direttiva sulla libera circolazione, e questo è sorprendente da parte di uno dei paesi fondatori dell'attuale Unione europea.

Ma c'è dell'altro. In Belgio, di norma, non si ha accesso alle indennità di disoccupazione sulla base di meno di dodici mesi di lavoro. Quando questo avviene, è perché il lavoratore (o la lavoratrice), ha probabilmente versato contributi da lavoro in un altro paese dell'Unione europea. Queste espulsioni privano quindi il lavoratore, cittadino europeo, non solo del suo diritto di soggiornare, ma anche del diritto alla "totalizzazione" dei propri periodi lavorativi. L'espulsione comporta l'interruzione della storia contributiva della persona e di conseguenza la perdita dei suoi diritti assicurativi, diritti che non potranno essere recuperati nel paese d'origine, né altrove.

Immaginiamo il caso di un cittadino italiano (o francese o rumeno, poco importa) che abbia lavorato 5 anni nello Stato membro A e 5 nello Stato membro B, per poi venire a stabilirsi in Belgio. Qui trova un lavoro, ma la ditta chiude i battenti dopo solo 8 mesi. Sulla base del Regolamento europeo 883/2004, e della legge belga, questo lavoratore straniero soddisfa tutte le condizioni per beneficiare delle indennità di disoccupazione, aggiungendo agli 8 mesi di lavoro in Belgio i periodi maturati in altri Stati membri. Ma prendendo a pretesto la Direttiva 2004/38, viene espulso sei mesi dopo. Ecco che, con 10 anni e 8 mesi di lavoro ininterrotto, la persona in questione si ritrova disoccupata e senza indennità. Eppure, a questo cittadino straniero si dovrebbero applicare gli stessi benefici ed obblighi dei cittadini belgi. Insomma, utilizzando uno spiraglio lasciato aperto da una direttiva, lo Stato belga entra in rotta di collisione con un diritto sancito da un regolamento europeo che, contrariamente a una direttiva, è immediatamente e interamente obbligatorio dal momento della sua pubblicazione¹.

Tutto questo è legale in base alle norme europee? E, soprattutto, è politicamente ed eticamente legittimo?

E concludiamo, per così dire, con l'espulsione dei lavoratori, vera ciliegia sulla torta di questa caccia ai "turisti sociali". Ritirando il permesso di soggiorno a dei cittadini europei occupati a tempo pieno, il governo federale belga si giustifica prendendo a pretesto il fatto che i contratti Articolo 60 siano in parte sovvenzionati dallo Stato. Sempre secondo Maggie De Block, "questi posti di lavoro sovvenzionati sono stati creati con uno scopo di reinserzione, e non possono quindi essere considerati attività economiche reali ed effettive da cui far discendere lo status di lavoratore".

Questo ragionamento è sconcertante. Riflette una visione della società che, implicitamente, gerarchizza le persone e le loro attività in funzione della loro posizione amministrativa, e della presunta utilità economica che questa posizione assegna loro. La tesi secondo cui il lavoratore occupato con un contratto sussidiato dallo Stato non possa essere considerato un lavoratore è perfettamente contestabile alla luce della giurisprudenza della Corte di giustizia dell'Unione europea. Inoltre, contraddice la stessa legge belga del 1976 sull'assistenza sociale. Il Servizio pubblico federale per l'integrazione sociale spiega anche sul suo sito web che il contratto di lavoro Articolo 60 è "un contratto di lavoro subordinato classico" ... E le carte che i servizi sociali fanno firmare al lavoratore in questione sono in tutto e per tutto un "contratto di lavoro", dove uno dei due firmatari vi figura, appunto, come "lavoratore".

E dunque, un lavoro sovvenzionato dallo Stato con finalità di reinserzione professionale non può essere considerato un'attività economica reale ed effettiva? Fin dai primi anni ottanta il Belgio, come tanti altri paesi europei, ha messo in piedi una pletera di contratti cosiddetti di attivazione, come appunto Activa, Rosetta, PTP, ACS, ecc. Perché lo Stato continua a finanziare queste misure se le ritiene prive di valore economico? Più concretamente, se il lavoratore articolo 60 occupato in un ospedale, in una scuola di circo o in qualsiasi altro servizio alla popolazione non esercita una vera e propria attività economica, dovremmo pensare lo stesso di tutti i lavoratori del sociale, della cultura, dell'insegnamento?

Il diritto alla libera circolazione è uno dei vantaggi più visibili e significativi per il singolo cittadino dell'UE. Quasi 13 milioni di persone hanno esercitato questo diritto e ora vivono in un altro stato membro.

¹ Nel diritto dell'UE, una direttiva ha bisogno, per essere applicabile, di una legge nazionale di recepimento. Un regolamento, invece, è direttamente obbligatorio e non può che applicarsi immediatamente, e nella sua totalità.

Nessun paese sfugge a questo fenomeno. Anche chi, come noi, vive in un paese che oggi è globalmente e soprattutto d'immigrazione, ha conservato infatti l'istinto di fare le valigie, un momento o l'altro della propria vita. Il numero di cittadini belgi residenti all'estero, per esempio, è passato da poco meno di 300.000 a oltre 380.000 in dieci anni (+25%) secondo i dati del Servizio federale degli affari esteri. Combinando questi numeri con le statistiche delle Nazioni Unite e dei paesi di destinazione, il numero di belgi stabilmente residenti all'estero viene stimato a più di 500.000. La Francia è la loro meta preferita, seguita da Paesi Bassi, Germania, Regno Unito, Lussemburgo e Svizzera. Per quanto riguarda l'Italia, la Spagna e il Portogallo, sono piuttosto i pensionati belgi che scelgono di vivere in questi paesi.

"Via, che ciascuno ritorni al proprio paese!". È un fenomeno che ci riguarda tutti, e che ci allarma. Si tratta di un attacco frontale al progetto d'integrazione europea da parte di uno dei suoi fondatori, che in assenza di una reazione forte e immediata potrebbe facilmente riprodursi in altri Stati membri.

Altre espulsioni ci avevano già indignati e mobilitati. Il termine "espulsione" associato oggi al destino di un cittadino (o di una cittadina) europeo ci fa brutalmente paura. Questa estensione delle politiche di espulsione potrebbe domani colpire chiunque, se non reagiamo. Coloro che hanno già esercitato il loro diritto di circolare liberamente in Europa, coloro che stanno per farlo, o che hanno un figlio o una figlia che sicuramente lo farà: in quanto studenti, precari, disoccupati, lavoratori, pensionati, o semplicemente motivati dal desiderio di cogliere queste opportunità che fino a ieri la cittadinanza europea sembrava offrire. E tutto questo alla vigilia di un evento elettorale che si profila come uno dei più interessanti nella storia dell'Unione europea. Ah, e del Belgio anche!

Carlo CALDARINI, sociologo, direttore dell'Osservatorio Inca Cgil per le politiche sociali in Europa, Bruxelles; Marco MARTINIELLO, docente e direttore del Centro studi sulle etnicità e le migrazioni dell'Università di Liegi, e visiting professor presso il College of Europe di Natolin, Varsavia; Michel HUYSEUNE, professore di scienze politiche, Vesalius College, Vrije Universiteit Brussel; Jean-François TAMELLINI, segretario federale del sindacato belga FGTB; Stefano GIUBBONI, docente di diritto del lavoro, Università di Perugia; Edith PICHLER, docente di sociologia delle migrazioni, Universität Potsdam; Sonia MCKAY, docente di Studi europei sociogiuridici del Working Lives Research Institute, London Metropolitan University; Laurent VOGEL, giurista, ricercatore senior dell'ETUI, Istituto sindacale europeo; Albert MARTENS, docente onorario presso la KU Leuven, Faculteit Sociale Wetenschappen; Anne MORELLI, storica e docente onoraria all'Université Libre de Bruxelles; BRUXELLES LAÏQUE; Pierre GALAND, presidente della European Humanist Federation; Morena PICCININI, presidente dell'INCA CGIL; Andrea REA, professore di sociologia all'Université Libre de Bruxelles e coordinatore del Centro di ricerca sulle migrazioni, l'asilo e il multiculturalismo

Contatti:

Carlo Caldarini
Osservatorio Inca Cgil per le politiche sociali in Europa
www.osservatorioinca.org
c.caldarini@osservatorioinca.org